



Le 11 janvier 2022

Agent·e·s, salarié·e·s, usager·e·s dans la rue pour une meilleure santé pour toutes et tous en 2022 !

Les salarié·e·s des secteurs du sanitaire, médico-social et social public sont essentiel·le·s, notamment pour garantir à toutes et tous l'accès aux droits sociaux et aux soins. Les professionnel·le·s continuent à se dévouer corps et âme, pour assurer une prise en charge de qualité et un accueil digne, pour la population pendant cette période de pandémie COVID 19 qui persiste. Mais combien de temps, de crises faudra-t-il, pour que le gouvernement change radicalement de politique sociale et de santé ? À quand une réelle politique en matière d'emploi et de salaire, pour améliorer les conditions de travail des personnels ?

Plus de 100 000 lits ont été supprimés en 20 ans, les précédents gouvernements, comme celui actuel, sont essentiellement guidés par des logiques comptables et ont réduit les budgets de l'hospitalisation et supprimer des lits ainsi que des emplois, pour gérer l'Hôpital comme une entreprise à flux tendu. Celles et ceux qui nous gouvernent aujourd'hui osent même imposer un forfait de l'ordre de 20 euros aux patients qui auront eu recours au service des urgences sans se faire hospitaliser ! Au contraire, pour faire face aux épidémies qui risquent de se multiplier dans le monde et dans notre pays, il faut un hôpital public et un système de santé doté des moyens budgétaires nécessaires et d'un maillage d'établissements de proximité sur tout le territoire avec des capacités d'accueil par habitant·e·s de haut niveau pour toute la population.

Les personnels hospitaliers et de l'action sociale, des services publics doivent accomplir leurs missions au détriment parfois de leur propre santé et vie. C'est grâce à leur dévouement et leur professionnalisme, à leur total investissement pour prendre en charge au mieux la population que nous sortirons de la crise. Il est temps qu'on leur l'on donne des moyens supplémentaires qu'elles et ils revendiquent. Le gouvernement doit changer totalement de politique en matière de santé et amorcer une rupture qui mette l'hôpital public au centre de ses préoccupations et de ses investissements avec une loi des Finances et une loi de la Sécurité Sociale qui répondent « *aux moyens selon les besoins* ». L'intérêt général, la santé de la population et des salarié·e·s sont une richesse et non un coût !

La crise sanitaire, le confinement ont engendré une crise sociale avec des répercussions sur l'emploi et toute l'économie qui vont nous impacter et avoir des conséquences néfastes sur plusieurs années. L'hôpital public et les établissements du sanitaire, du médico-social et social, manquent de personnel. Ces secteurs d'activités pourraient être un fort vecteur de résorption du chômage. La CGT exige immédiatement le recrutement de 4 000 000 d'emplois pour améliorer les conditions de travail des salarié·e·s et assurer une meilleure prise en charge des personnes dans ces établissements.

La CGT, avec d'autres organisations, est à l'initiative de la pétition européenne « **# Pas de profit sur la pandémie** » pour la levée des brevets des vaccins et un pôle du médicament public, car la sortie de crise ne pourra pas se faire en laissant une partie de la planète sans accès aux vaccins et différents traitements anti-Covid 19.

Nous exigeons de véritables négociations sur les revendications suivantes :

- **la formation et l'embauche massive de personnels,**
- **l'amélioration des conditions de travail des salarié·e·s et agent·e·s,**
- **l'augmentation des salaires pour toutes et tous, l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, la revalorisation des filières à prédominance féminine, ainsi que l'extension des 183 euros aux salarié·e·s exclu·e·s du Ségur de la Santé,**
- **la réduction du temps de travail à 32 h et la reconnaissance de nos métiers par un départ anticipé à la retraite,**
- **l'arrêt des restructurations incessantes et délocalisations/suppressions de services, de lits et d'établissements,**
- **un financement des établissements de santé et d'action sociale, de la Sécurité Sociale et de la protection sociale à la hauteur des besoins de la population,**
- **la levée des brevets du vaccin et médicaments Covid 19.**

**Toutes et tous ensemble, salarié·e·s et usagè·r·e·s
dans les actions de mobilisations proposées par la CGT
le 11 janvier 2022
pour nous faire entendre et gagner des négociations
sur la base de nos légitimes revendications !**